

COMMUNIQUE DE PRESSE DE JEAN-LOUIS CHAUZY PRESIDENT DU CESER OCCITANIE ET D'EUROSUD TEAM

LGV APRES MATIGNON, QUELS ARBITRAGES ?

La réunion du 9 février 2018 à Matignon accordée par le Premier Ministre à la délégation d'élus et acteurs du Sud-Ouest (Carole Delga, Alain Rousset, Jean-Luc Moudenc, Jean-Louis Chauzy et Alain Juppé qui n'a malheureusement pu nous rejoindre) a permis de jouer groupé pour défendre le respect des engagements de l'Etat, notamment en faveur de la réalisation de la LGV Bordeaux-Toulouse et de la poursuite du projet de ligne nouvelle Montpellier – Béziers – Perpignan. L'ajournement de ces projets n'était pas tenable !

La nécessité de réaliser sans retard Toulouse – Bordeaux est aujourd'hui reconnue, la mobilisation que nous avons organisée avec les collectivités a été entendue. Suite à la publication du rapport du Conseil d'Orientation des Infrastructures :

- Le scénario 1 (48 milliards d'euros d'investissement sur 20 ans) est écarté par le Premier Ministre ;
- Le scénario 2 (60 milliards) peut permettre la réalisation des projets, mais chaque région demande à être prioritaire. Il repose sur une logique de phasage des projets qui engendrera des surcoûts et des retards très préjudiciables au modèle économique global (Bordeaux-Toulouse ne serait achevé qu'en 2037) ;
- Le scénario 3 porte l'effort à 80 milliards. Il est le seul à répondre aux enjeux de notre territoire.

Si le scénario 3 n'est pas retenu, parce que les moyens financiers ne sont pas suffisants, nous souhaitons un scénario « 2 + » permettant aux collectivités qui le souhaitent de porter leurs projets au sein d'une société de financement s'inspirant du modèle du Grand-Paris, montage proposé par Eurosud le 31 mars 2016. Ainsi Bordeaux-Toulouse et Montpellier-Béziers seraient réalisés d'ici 2027, Béziers-Perpignan et Bordeaux-Dax au-delà.

Le saucissonnage du projet Bordeaux-Toulouse en 3 phases s'étalant sur 20 ans proposé dans les scénarios 1 et 2 a été sévèrement contesté et, nous l'espérons, abandonné.

Les engagements de l'Etat sur le GPSO en 3 phases ont été rappelés (Tours-Bordeaux, Bordeaux-Toulouse, Bordeaux-Dax). Tout comme la nécessité d'inclure l'interconnexion vers l'Espagne dans le plan d'investissement débattu au Parlement car Bordeaux-Dax et Montpellier-Perpignan sont des projets prioritaires qui peuvent bénéficier de financements européens conséquents (crédits RTE et CEF).

Enfin, le Premier Ministre a proposé de mettre en place un groupe de travail pour avancer sur le modèle financier présenté par les collectivités le 5 septembre 2017 à la ministre des Transports et qui est resté sans réponse à ce jour.

Evoquant aussi la nécessité de réaliser le désenclavement de Castres, nous lui avons rappelé l'urgence de réaliser les travaux pour l'autoroute Toulouse-Castres dont les retards sont un frein à la création d'emplois et à l'attractivité du 4^{ème} bassin d'emploi de l'Occitanie.

Si la France et les Français doivent sortir de leur addiction aux déficits publics qui dure depuis 40 ans et de la dette colossale de l'Etat qu'il nous faut rembourser (42,5 milliards d'euros par an), il faut pourtant investir encore dans les infrastructures, secteur clef de notre efficacité et de notre attractivité économique.

Ce n'est pas seulement un problème d'argent mais désormais plutôt une question de modèle financier. La balle est dans le camp de l'Etat pour autoriser par la loi de nouveaux dispositifs innovants et libérer l'énergie issue des territoires.